



## CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE SERVICES ET DE MOYENS ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU FOULON

### PERSONNELS TECHNIQUES

---

#### Entre

La Commune de Grasse représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, en sa qualité de Maire, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du 28 février 2017 désignée ci-après par « la Ville » ou « la Commune »,

D'une part,

Et

Le Syndicat intercommunal des eaux du Foulon, place du Petit Puy, représenté par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD ou son représentant, agissant au nom et pour le compte du Syndicat, ci-après dénommé « le Syndicat »,

D'autre part,

### PRÉAMBULE

Depuis sa création, le 1<sup>er</sup> janvier 2017, le Syndicat intercommunal des eaux du Foulon fonctionne avec des services et des moyens mutualisés provenant des villes de Grasse et Valbonne. Deux conventions ont ainsi été instaurées afin de permettre la concrétisation de cette mise à disposition de personnels.

Ces conventions arriveront à échéance le dimanche 30 juin 2019. Aussi, il convient d'approuver une nouvelle convention afin de maintenir cette mutualisation du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 31 décembre 2020.

Enfin, et compte tenu du transfert des compétences Eau et Assainissement au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et de fait du transfert des personnels dédiés à l'eau et l'assainissement de la Ville de Grasse à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, deux conventions sont à présent proposées ; l'une portant sur les personnels de direction et personnels administratifs, l'autre portant sur les personnels techniques (Eau et Assainissement).

## II EST CONVENU CE QUI SUIV

### ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Dans le souci d'une bonne organisation des services, conformément à l'article L. 5211-4-1, I du Code général des collectivités territoriales, la Ville de Grasse et le Syndicat intercommunal des eaux du Foulon sont convenus que les personnels techniques de la Ville, sont mis à disposition du Syndicat.

À cet effet, le Président adresse directement à la Direction générale des services techniques de la Ville toutes les instructions nécessaires à l'exécution des tâches ainsi confiées. Il contrôle l'exécution de ces tâches.

### ARTICLE 2 – SERVICES MIS À DISPOSITION

La mise à disposition, à temps non complet, objet de la présente convention concerne les services municipaux suivants : services techniques de l'Eau et de l'Assainissement.

Services concernés	Missions concernées
Service eau potable	Organiser et mettre en œuvre la politique d'exploitation de la production d'eau potable du Syndicat. Gérer et exploiter les infrastructures de collecte, de transport et de traitement de l'eau potable. Programmer et planifier les travaux de renouvellement des réseaux et des équipements dont il assure les contrôles de conformité. Assurer le suivi quotidien de l'exploitation du réseau et être garant de la qualité de l'eau. Suivre et analyser la conformité des travaux d'entretien réalisés. Établir les attachements contradictoires avec les entreprises. Analyser les besoins en travaux de renouvellement, réaliser les études techniques puis représenter le maître d'ouvrage, sur les plans technique, administratif et financier lors de la phase de réalisation des travaux de renouvellement de réseau.

### ARTICLE 3 – MODALITÉS DE REMBOURSEMENT DE FRAIS

Conformément aux articles L.5211-4-1 et D.5211-16 du CGCT, la mise à disposition des services de la Ville au profit du Syndicat fait l'objet d'un remboursement par le bénéficiaire de la mise à disposition des frais de fonctionnement du service mis à disposition.

Le remboursement par le Syndicat à la Ville de Grasse des frais de fonctionnement du service mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement exprimé en heures.

La détermination du coût unitaire journalier prend en compte la prévision d'utilisation du service mis à disposition, exprimée en unités de fonctionnement.

Le coût unitaire comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, les fournitures, le coût de renouvellement des biens et matériels et les contrats de services qui y sont rattachés, conformément à ce qui est respectivement indiqué ci-

dessous, à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service.

Le coût unitaire des charges de personnel se décompose comme suit :

- Charges de personnels :

Le coût du personnel sera calculé en multipliant le coût horaire des agents composant le ou les services mis à disposition par le temps de travail effectif de mise à disposition :

À titre prévisionnel :

- Direction générale des services techniques – Direction de l'Eau et de l'Assainissement :
  - Un responsable travaux et exploitation, catégorie A : 20 %
  - Un assistant administratif, catégorie C : 15 %
  - Un technicien études, catégorie B : 20 %

Les catégories et quotités de temps sont données à titre indicatif.

S'agissant des frais de formation et des frais de mission, le coût des desdits frais sera remboursé au réel sur présentation des justificatifs.

Le remboursement des frais généraux autres s'effectue sur la base d'un état annuel correspondant à 5 % du montant des frais de personnel remboursés annuellement aux Villes par le SIEF.

Les charges visées ci-dessus sont constatées après établissement du compte administratif de la Commune. Le remboursement effectué par le Syndicat fait l'objet d'un versement annuel à réception du titre de recette émis par la Commune.

## **ARTICLE 4 – DURÉE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 31 décembre 2020. Elle pourra être renouvelée deux fois par période de un an sur demande concordante des deux signataires.

Elle peut être résiliée unilatéralement à tout moment, par simple décision de l'exécutif de l'une ou de l'autre des parties signataires, agissant en vertu d'une délibération exécutoire, notifiée au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation.

En cas de résiliation anticipée ou d'expiration de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition dans les conditions fixées dans l'avenant n° 2.

En cas de résiliation anticipée, les contrats éventuellement conclus pour des biens ou des services mis à disposition sont automatiquement transférés au Syndicat pour la période restant à courir, la présente clause devant être rappelée, aux bons soins de la Commune, dans les contrats conclus par ses soins pour les services faisant l'objet des présentes.

## **ARTICLE 5 – LITIGES**

Les parties s'engagent en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L.211-4 du Code de justice administrative, devant le Tribunal administratif compétent, à savoir en règle générale celui de Nice.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiable de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

## **ARTICLE 6 – DISPOSITIONS DIVERSES**

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs de la Ville et du Syndicat.

Fait à GRASSE, en deux exemplaires.

Pour la Ville de Grasse,  
Le Maire,

Pour le Syndicat intercommunal  
des eaux du Foulon,  
Le Premier Vice-président,

**Jérôme VIAUD**  
Vice-président du Conseil départemental  
des Alpes-Maritimes

**Emmanuel DELMOTTE**  
Maire de Châteauneuf